

**SOUS-COMITÉ DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES,
PROCÉDURALES ET JURIDIQUES**

GROUPE DE CONTACT INFORMEL SUR LES ADPIC

**Rapport du Président approuvé par le Sous-Comité
le 18 novembre**

1. Le présent rapport concernant les travaux du Groupe de contact informel sur les ADPIC, établi par le Sous-Comité à sa réunion du 4 juillet 1994, est présenté au Sous-Comité sous la responsabilité du Président du Groupe de contact, M. K. Kesavapany (Singapour).
2. Le Groupe de contact a tenu trois réunions, les 19 juillet 1994, 23 septembre 1994 et 25 octobre 1994. Tous les membres du Comité préparatoire pouvaient en faire partie. Soixante quatre délégations ont indiqué qu'elles souhaitaient suivre les débats du Groupe de contact et participer à ses travaux. A la réunion du Groupe de contact du 25 octobre 1994, le Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) était représenté en qualité d'observateur.
3. Le présent rapport se limite aux travaux du Groupe de contact sur les questions relatives aux ADPIC. Le Sous-Comité a demandé au Groupe de contact de s'occuper également des travaux préparatoires en relation avec les procédures de notification des MIC. Un rapport distinct sur cette question sera présenté en temps utile.¹
4. Deux questions principales, liées entre elles, ont été au centre des débats du Groupe de contact: la coopération entre l'OMC et l'OMPI et les procédures de notification. Les paragraphes ci-après décrivent le résultat des travaux du Groupe de contact sur ces points. On trouvera à l'annexe 1 du présent rapport un bref compte rendu des travaux qui ont été accomplis à chacune des réunions.

Coopération entre l'OMC et l'OMPI

5. Le Groupe de contact est convenu que l'OMC devrait chercher à établir des relations étroites, comportant une coopération et un soutien mutuel, avec l'OMPI, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC (préambule, article 63.2 et article 68). L'attention approfondie portée à cette question par le Groupe de contact dans le contexte des travaux préparatoires de l'OMC traduit concrètement l'importance qui lui est attachée. A la réunion d'octobre, le représentant du Bureau international de l'OMPI a informé le Groupe de contact que l'Assemblée générale de l'OMPI avait adopté, le 3 octobre 1994, une résolution sur les relations avec l'OMC.² Le Groupe de contact s'est félicité que l'OMPI exprime elle aussi, dans cette résolution, son désir d'instaurer un soutien mutuel entre l'OMPI et l'OMC.

¹Ce rapport doit être distribué sous la cote PC/IPL/8.

²On trouvera le texte de la déclaration à l'annexe 2. Voir également la communication du Directeur général de l'OMPI reproduite dans le document PC/IPL/W/11.

6. Le Groupe de contact a établi et engagé un programme par étapes pour ses travaux préparatoires sur la question de l'élaboration de dispositions appropriées en vue d'une coopération entre l'OMC et l'OMPI:

- i) La première étape consistait à réunir des informations de base sur les domaines qui se prêteraient à une coopération et sur les pratiques pertinentes de l'OMPI. A cette fin, le secrétariat a établi, à la demande du Groupe de contact, des documents qui indiquent les dispositions pertinentes concernant les ADPIC et autres dispositions pertinentes concernant l'OMC et contiennent une liste des domaines qui se prêteraient à une coopération. Ces documents décrivent également la façon dont les systèmes de notification concernant la législation nationale et certaines autres questions sont traités dans le cadre de l'OMPI; ils ont été élaborés avec l'aide informelle du Bureau international de l'OMPI, auquel le Groupe de contact est reconnaissant. Ces documents seront distribués sous la forme d'addenda 1 et 2 au présent document. En outre, à sa réunion d'octobre, le Groupe de contact a bénéficié des renseignements additionnels fournis par le représentant du Bureau international de l'OMPI en réponse aux questions posées par les membres du Groupe de contact; on trouvera à l'annexe 3 les questions posées et les réponses qui ont été données.
- ii) Le Groupe de contact a engagé la deuxième étape de ce programme de travail, qui consiste à clarifier ce à quoi les Membres de l'OMC voudraient peut-être parvenir sur certains points, comme la notification de la législation nationale, ainsi que les formes de coopération que le Conseil des ADPIC voudrait peut-être chercher à établir avec l'OMPI. Ce travail se trouve encore dans une phase préliminaire et devra être poursuivi par le Conseil des ADPIC.
- iii) La troisième étape du programme de travail sur la coopération avec l'OMPI consiste à examiner comment les consultations entre les deux organisations pourraient être le mieux organisées. Certaines idées ont été avancées, y compris par le Bureau international de l'OMPI (voir l'annexe 2), mais il est manifestement trop tôt pour prendre une décision à ce sujet.
- iv) La quatrième étape des travaux sur la coopération avec l'OMPI, qui n'a pas encore commencé, consistera à engager et à mener à bien des consultations avec l'OMPI afin d'établir des dispositions appropriées en vue d'une coopération, comme le prévoit l'article 68 de l'Accord sur les ADPIC.

7. Le Groupe de contact recommande au Sous-Comité de transmettre au Conseil des ADPIC, pour action, le présent rapport sur son examen de la question de la coopération avec l'OMPI, ainsi que les documents qui s'y rapportent. En faisant cette recommandation, il appelle l'attention sur le fait que l'article 68 de l'Accord sur les ADPIC donne au Conseil des ADPIC un an à partir de sa première réunion pour chercher à établir des dispositions appropriées en vue d'une coopération avec les organes de l'OMPI. Les travaux entrepris par le Groupe de contact faciliteront la tâche du Conseil des ADPIC, mais il est évident qu'il faudra encore beaucoup réfléchir à cette question et y porter encore beaucoup d'attention avant que des dispositions appropriées soient finalement établies en vue d'une coopération.

8. Lorsque les consultations auront été achevées de manière positive, les dispositions relatives à la coopération entre les deux organisations devront sans aucun doute être officialisées par un échange de lettres ou un mécanisme similaire et entraîneront probablement l'octroi à l'OMPI, sur une base réciproque, du statut d'observateur dans les organes de l'OMC pertinents. Le Groupe de contact recommande au Sous-Comité de recommander au Conseil des ADPIC d'inviter l'OMPI, en 1995, en attendant que ces dispositions soient arrêtées, à assister aux réunions du Conseil des ADPIC en qualité d'observateur, étant entendu que l'OMC aurait la même possibilité d'assister aux réunions de l'OMPI. Le Sous-Comité pourrait également demander au Conseil des ADPIC d'étudier si l'OMPI devrait être

invitée aux réunions du Conseil général lorsque celui-ci examinerait des questions qui ont un rapport direct avec elles.

Procédures de notification

9. La question de l'examen de tout travail préparatoire requis au sujet des procédures de notification est étroitement liée à la question de la coopération avec l'OMPI, étant donné que l'article 63.2 de l'Accord sur les ADPIC prévoit des consultations avec l'OMPI sur l'établissement possible d'un "registre commun" des lois et réglementations nationales et qu'un grand nombre des autres obligations en matière de notification énoncées dans l'Accord sur les ADPIC proviennent des dispositions des Conventions de l'OMPI incorporées par référence. Les notes du secrétariat, qui seront distribuées sous la forme d'addenda 1 et 2 au présent document, et les renseignements additionnels fournis par le représentant du Bureau international de l'OMPI en réponse aux questions posées à la réunion d'octobre du Groupe de contact (reproduits à l'annexe 3 du présent rapport) donnent des éléments factuels de base concernant cette question. Il a été noté que, de manière générale, ce n'est qu'en 1996 au plus tôt qu'il devrait être satisfait aux obligations de fond découlant de l'Accord auxquelles les notifications se rapportent. Toutefois, il a été fait mention d'une obligation de fond, énoncée à l'article 70.8, qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et il a été admis que, conformément à l'article 63.2, les lois et réglementations nationales devraient être notifiées à partir du moment où l'obligation de fond correspondante s'appliquerait. Cependant, le Groupe de contact a considéré qu'il ne serait pas bon d'essayer d'élaborer hâtivement des procédures de notification de la législation nationale simplement parce qu'une disposition s'appliquait dès le départ. Le Groupe de contact recommande au Sous-Comité de communiquer au Conseil des ADPIC le compte rendu de ses travaux sur les procédures de notification, y compris les documents pertinents, étant entendu que les lois et réglementations nationales mettant en oeuvre les dispositions qui entrent en vigueur dès le départ seront notifiées dans les moindres délais au Conseil des ADPIC.

ANNEXE 1

COMPTE RENDU DES TRAVAUX ACCOMPLIS AUX REUNIONS DU GROUPE DE CONTACT

Réunion du 19 juillet 1994

Pour faciliter la tâche du Groupe de contact, le secrétariat avait établi une note informelle récapitulant les obligations en matière de notification que contenait l'Accord sur les ADPIC. La discussion au sein du Groupe de contact a été axée sur ces obligations, en particulier celle qui était énoncée à l'article 63.2 et se rapportait à la notification des lois et réglementations nationales. Au sujet de cette disposition, la nécessité d'engager rapidement le dialogue avec l'OMPI afin de voir si l'on pourrait établir un registre commun de ces lois et réglementations a été soulignée par beaucoup de participants. Nombre d'entre eux ont aussi indiqué qu'il leur paraissait souhaitable que le Groupe de contact examine à l'automne d'autres domaines dans lesquels une coopération pourrait s'instaurer entre l'OMC et l'OMPI afin de disposer d'une base pour l'ouverture de consultations avec cette dernière. Pour que le Groupe de contact puisse plus aisément examiner ces questions à l'automne, le secrétariat a été invité à dresser, en consultation avec les délégations intéressées et compte tenu des discussions du Groupe et des contacts informels avec le secrétariat de l'OMPI, une liste des domaines qui se prêteraient à une coopération entre l'OMPI et l'OMC, indiquant toutes les dispositions pertinentes qui concernaient l'OMC. A ce propos, le secrétariat a été prié de fournir des renseignements sur le registre des lois nationales de l'OMPI, y compris sur des questions telles que la nature de l'obligation en matière de notification imposée aux membres de l'OMPI, le champ d'application de son système de notification par rapport aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC, la périodicité et la distribution des notifications dans le cadre de ce système, et les langues dans lesquelles les notifications sont présentées et distribuées. Le Groupe de contact est convenu de se réunir de nouveau à l'automne afin de poursuivre ses travaux, en se fondant à la fois sur la note déjà distribuée par le secrétariat au sujet des obligations en matière de notification et sur la note que ce dernier avait été invité à élaborer.

Réunion du 23 septembre 1994

Les participants se sont de nouveau déclaré fermement partisans de l'établissement de relations étroites, comportant un soutien mutuel, avec l'OMPI et ont fait part de leur satisfaction générale au sujet des contacts initiaux fructueux que le Président et le secrétariat avaient eus avec le Directeur général de l'OMPI, M. Bogsch, et les fonctionnaires de cette organisation. Un échange de vues préliminaires a eu lieu sur la base des documents établis par le secrétariat à la suite de ces contacts. Il a été convenu que l'OMPI devrait être invitée à se faire représenter en qualité d'observateur à la réunion suivante du Groupe de contact, étant entendu que cela n'empêcherait pas le Groupe de contact de se réunir également sans la présence d'observateurs s'il le désirait.

Le Groupe de contact a eu également un échange de vues préliminaire sur certaines idées, concernant la façon dont les consultations entre les deux organisations pourraient être structurées, que M. Bogsch avait partagées avec le Président au cours des contacts informels, à savoir l'éventuel établissement d'un groupe consultatif commun informel ouvert à tout Membre des deux organisations, qui bénéficierait des services des deux secrétariats. Le Groupe de contact était généralement d'avis que la question des consultations conjointes entre les deux organisations devrait être examinée attentivement et une conclusion tirée au moment opportun.

Réunion du 25 octobre 1994

Le Groupe de contact a fait le point concernant la question de la coopération entre l'OMC et l'OMPI, tenant compte en particulier de ce qui s'était passé récemment à la réunion des organes directeurs de l'OMPI qui avait eu lieu du 26 septembre au 4 octobre 1994. A cet égard, le représentant du Bureau international de l'OMPI a fait la déclaration reproduite à l'annexe 2 du présent document. Le Groupe de contact a également examiné la question des procédures de notification et a posé en particulier un certain nombre de questions au représentant du Bureau international de l'OMPI sur les pratiques pertinentes de l'OMPI. On trouvera ces questions et les réponses qui ont été données à l'annexe 3 du présent rapport. Enfin, le Groupe de contact a examiné les éléments qui devraient figurer dans son rapport au Sous-Comité et a engagé un processus pour son élaboration.

ANNEXE 2

DECLARATION DU REPRESENTANT DU BUREAU INTERNATIONAL DE L'OMPI
A LA REUNION DU GROUPE DE CONTACT TENUE LE 25 OCTOBRE 1994

Monsieur le Président, au nom de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, je voudrais vous remercier de nous avoir invités à participer à la réunion d'aujourd'hui du Groupe de contact informel GATT/OMC sur les ADPIC. Nous remercions aussi les parties contractantes membres du Groupe d'avoir accepté que l'OMPI participe à la discussion.

Comme vous le savez tous, l'OMPI attache une grande importance au maintien de bonnes relations et d'une coopération étroite avec le GATT. Cette politique est devenue encore plus prioritaire après la conclusion de l'Accord sur les ADPIC. Nous saisissons cette occasion pour donner l'assurance, à vous M. le Président, aux parties contractantes à l'Accord général et aux futurs membres de la future OMC, que la politique de l'OMPI restera inchangée, également en ce qui concerne l'OMC.

Je voudrais vous informer d'une décision importante prise sous forme d'une résolution par l'Assemblée générale de l'OMPI au début du mois, le 3 octobre 1994. Permettez-moi de citer intégralement le texte de cette décision.

"1. Ayant noté que le préambule de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce affirme que les membres de l'Organisation mondiale du commerce sont désireux d'instaurer un soutien mutuel entre l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Assemblée générale de l'OMPI exprime elle aussi, par la présente résolution, le désir d'instaurer un soutien mutuel entre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale du commerce.

2. Conformément à son désir d'instaurer un soutien mutuel entre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale du commerce, l'Assemblée générale de l'OMPI décide de créer un groupe de travail ad hoc ouvert à tous les Etats membres de l'OMPI et chargé:

- i) de conseiller le Directeur général de l'OMPI, et de coopérer avec lui, dans ses relations avec les organes compétents du GATT ou de l'OMC;
- ii) d'examiner les questions concernant une coopération possible entre l'OMPI et l'OMC;
- iii) d'étudier la création d'un groupe ad hoc officieux de consultation OMPI/GATT-OMC sur toutes les questions concernant une coopération possible entre l'OMPI et l'OMC.

3. L'Assemblée générale de l'OMPI décide que le Bureau international devrait se tenir à la disposition de tout Etat qui demandera expressément des avis et conseils sur la compatibilité de sa législation nationale - en vigueur ou envisagée - dans le domaine de la propriété intellectuelle, non seulement avec les traités administrés par l'OMPI, mais aussi avec d'autres normes et principes internationaux, y compris l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, et que le Bureau international devrait faire des études sur les incidences de cet accord sur les traités administrés par l'OMPI."

L'Assemblée générale a aussi noté que, comme cela était la pratique à l'OMPI, les avis et conseils ou études de ce type ne constitueraient pas une interprétation officielle d'un quelconque accord international.

La forme et le contenu qu'il faut donner à la coopération entre l'OMPI et la future OMC doivent être examinés attentivement et convenus par les deux organisations. De l'avis du Bureau international de l'OMPI, le meilleur moyen de procéder à cet examen serait de le faire dans un organe commun composé des Etats membres de l'OMPI et, dans un premier temps, des parties contractantes à l'Accord général, les Etats membres de l'OMC y participant après la création de l'Organisation. Un tel organe, prévu dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'OMPI, examinerait les différentes questions en matière d'information mentionnées dans les documents du secrétariat du GATT en date des 6 et 15 septembre 1994 et 19 juillet 1994. En outre, et c'est tout aussi important, il pourrait étudier la mise en place d'arrangements de coopération appropriés entre le Conseil des ADPIC et l'OMPI, conformément aux dispositions de l'article 68 de l'Accord sur les ADPIC.

ANNEXE 3

QUESTIONS POSEES AU REPRESENTANT DE L'OMPI ET REPONSES DONNEES PAR CELUI-CI

Pouvez-vous décrire le système de notification des lois dans le cadre de l'OMPI?

Le système de notification des lois dans le cadre de l'OMPI est décrit avec beaucoup d'exactitude dans la note du secrétariat du GATT en date du 6 septembre 1994, en particulier dans les tableaux des pages 3 à 5 de ce document (anglais). Aux termes des Conventions de Paris et de Berne, les Etats membres sont tenus de communiquer au Bureau international tous les nouveaux lois et textes officiels relatifs à la protection de la propriété industrielle ou du droit d'auteur. Ces conventions ne précisent par la manière dont la notification doit être effectuée et les textes de lois communiqués. Le Bureau international possède deux recueils de lois, l'un sur la propriété industrielle et l'autre sur le droit d'auteur et les droits connexes. Ces recueils comprennent tous les textes dans la langue d'origine tels qu'ils sont reçus des Etats membres et, le cas échéant, les versions traduites communiquées par les Etats membres, généralement en langue anglaise mais aussi parfois également en français. Pour maintenir ces recueils à jour, le Bureau international demande environ tous les deux ans aux Etats membres de lui faire parvenir tout acte législatif adopté dernièrement. En même temps, il indique aux Etats membres lesquelles de leurs lois figurent dans les recueils, et leur demande de signaler toute omission. Certains des textes juridiques reçus sont publiés, le plus souvent uniquement la loi proprement dite sans les règlements d'application, dans les périodiques de l'OMPI intitulés *La Propriété industrielle* et *le Droit d'auteur*, en anglais et en français (ces périodiques seront prochainement regroupés en une seule publication). Il faut cependant relever que seuls les textes les plus importants figurent dans ces publications. Lorsqu'une loi a été modifiée et fait l'objet d'amendements fréquents, des versions récapitulatives sont publiées dans certains cas après quelques années, pour améliorer la transparence; cela ne se fait, toutefois, qu'avec l'approbation - ou l'aide - de l'Etat membre concerné. Il n'y a pas de communication formelle des lois, mais les exemplaires de *La Propriété industrielle* et du *Droit d'auteur* sont distribués à tous les Etats membres et dans le public.

Le système de l'OMPI s'étend-il aux non-membres?

Lorsqu'une loi d'un Etat non membre est communiquée au Bureau international, elle est ajoutée au recueil pertinent, surtout parce qu'il s'agit d'un éventuel futur membre de l'Organisation. Suivant la pratique établie, cependant, ces lois ne sont pas publiées.

Le Bureau international s'en tient-il aux notifications émanant de sources officielles ou prend-il des initiatives pour s'assurer que les renseignements contenus dans les recueils sont complets?

Les recueils comprennent principalement, mais non exclusivement, les textes reçus de sources officielles, le plus souvent les offices des brevets et des marques de fabrique ou de commerce du pays concerné, ou les autorités compétentes en matière de droit d'auteur. Certains textes proviennent d'autres sources, par exemple les versions traduites des lois qui n'ont pas été publiées en anglais par le Bureau international et dont le texte figurant dans le recueil a été reçu du gouvernement uniquement dans la langue d'origine. Lorsque le Bureau international décide néanmoins de publier ces versions traduites, il demande toujours au gouvernement concerné de vérifier la traduction.

Sur quels domaines de la propriété intellectuelle portent les recueils?

Le recueil des lois relatives à la propriété industrielle porte principalement sur les domaines ci-après: brevets, marques de fabrique ou de commerce, dessins et modèles industriels, schémas de

configuration de circuits intégrés, concurrence déloyale et indications géographiques. Le deuxième recueil se compose de lois relatives au droit d'auteur et aux droits voisins. Les lois concernant la protection des renseignements non divulgués ou des secrets commerciaux ne sont pas systématiquement compilées car ce domaine de la propriété intellectuelle, visé par l'Accord sur les ADPIC, est très souvent exclu des lois qui régissent expressément la propriété intellectuelle dans les Etats membres de l'OMPI.

Quels sont les critères appliqués pour déterminer les lois qui seraient traduites et publiées?

L'intérêt du lecteur est le principal critère régissant la décision de publier ou non une loi. Par conséquent, les lois de tous les pays particulièrement actifs dans le domaine de la propriété intellectuelle, comme en témoigne, par exemple, le nombre des textes déposés, sont publiées. En outre, les textes communiqués par les pays qui mettent en oeuvre pour la première fois des lois relatives à la propriété intellectuelle sont aussi désormais publiés. La nécessité de faire un choix est due à des raisons d'ordre pratique, notamment le délai de traduction; de plus, les périodiques seraient beaucoup trop volumineux si toutes les communications reçues étaient publiées.

Le Bureau international prévoit-il de publier aussi à l'avenir des recueils de jurisprudence?

Le Bureau international n'a jamais publié de documentation relative à la jurisprudence ni même compilé systématiquement les décisions judiciaires, et il n'envisage pas de changement à cet égard. On ne peut jamais être certain, même lorsqu'il s'agit d'un pays où les décisions des tribunaux sont régulièrement publiées, qu'une telle compilation serait complète. Le résultat risquerait donc d'être surtout une source d'erreur. D'ailleurs, il existe de bons recueils de jurisprudence dans certains instituts privés, comme l'Institut Max-Planck de Munich, qui ont compilé les décisions judiciaires depuis de nombreuses années. Il ne semblerait pas judicieux de faire double emploi. Il faut cependant mentionner que le Bureau international édite une publication spéciale intitulée "Intellectual Property in Asia and the Pacific" dans laquelle on peut trouver les résumés de certaines décisions judiciaires. Ces renseignements sont toutefois de portée très restreinte et limités à une seule région du monde.

Sur quelle base juridique les Etats membres notifient-ils à l'OMPI leurs lois relatives à la protection des schémas de configuration?

La communication au Bureau international des lois relatives aux schémas de configuration se fait volontairement dans la plupart des cas. Depuis 100 ans, le Bureau international reçoit et publie des lois; le fondement juridique de ce qui est devenu une tradition n'a jamais été remis en question. Il existe une base juridique pour la propriété industrielle, du moins les droits de propriété industrielle qui sont régis par la Convention de Paris, et pour le droit d'auteur, régi par la Convention de Berne, mais non pour les droits voisins, comme ceux qui concernent les schémas de configuration.

Le Bureau international prend-il l'initiative de demander à un pays de lui faire parvenir, outre les communications habituelles, une loi particulière dont il a connaissance mais qui ne figure pas dans l'un de ses recueils?

Si le Bureau international apprend, que ce soit par un journal officiel, une revue scientifique ou une publication juridique, qu'une loi est adoptée dans tel ou tel pays, et qu'il n'en ait pas le texte, il demandera immédiatement au pays en question de lui faire parvenir un exemplaire.

Quelle garantie a-t-on que la législation figurant dans les recueils du Bureau international est celle qui est effectivement appliquée par le pays en question?

Le système mis en place à l'OMPI n'offre aucune garantie que les recueils contiennent la dernière législation en vigueur. Le Bureau international doit s'en tenir aux renseignements fournis par les Etats

membres. L'expérience montre cependant que, s'il est parfois nécessaire d'envoyer des rappels et de patienter avant d'obtenir la communication des lois, les pays estiment généralement qu'il est dans leur intérêt de faire connaître aux autres pays leurs lois en vigueur et ils se montrent très coopératifs à cet égard.

Pouvez-vous donner plus de précisions sur les autres obligations en matière de notification mentionnées dans la note du secrétariat du GATT en date du 15 septembre 1994?

La partie II de la note du 15 septembre porte sur deux types de notifications très différentes: les notifications au titre de l'article 6^{ter} de la Convention de Paris, d'une part, et toutes les autres notifications, d'autre part. En ce qui concerne l'article 6^{ter} de la Convention de Paris, qui régit la protection des emblèmes, dénominations, sigles et sceaux, notamment, des Etats et des organisations intergouvernementales, des explications détaillées ont été fournies par écrit au secrétariat du GATT, qui sont reproduites à l'annexe 3 de la note du 15 septembre. Quant aux autres notifications, il faut distinguer, d'une part, la Convention de Berne, et, d'autre part, la Convention de Rome, car l'une et l'autre n'ont pas le même dépositaire. Le dépositaire de la Convention de Berne est le Directeur général de l'OMPI tandis que celui de la Convention de Rome est le Secrétaire général de l'ONU à New York. Dans le cas des notifications prévues par la Convention de Berne, toute notification reçue par le Directeur général de l'OMPI de la part d'un Etat partie à la Convention ou d'un autre Etat autorisé à faire la notification est communiquée aux gouvernements de tous les autres Etats parties à la Convention par le Directeur général et publiée dans la revue de l'OMPI intitulée *Le Droit d'auteur*. Ces notifications sont aussi mentionnées dans un document d'information publié par le Bureau international, qui est mis à jour tous les six mois et largement disponible; ce document contient la liste des Etats parties aux différents traités administrés par l'OMPI. Pour ce qui est de la Convention de Rome, chaque fois que le Bureau international est informé par le Secrétaire général de l'ONU qu'une notification a été effectuée conformément aux dispositions de cette convention, la notification en question est publiée dans la revue *Le Droit d'auteur* de l'OMPI et il en est fait mention dans le document contenant les listes des Etats parties aux traités administrés par l'OMPI.